

Le Commerce Extérieur Algérien

CONTRAINTES ET PERSPECTIVES

INTRODUCTION

Remarque:

Une stratégie de commerce extérieur est celle qui facilite un développement économique et social équilibré et continu, sur le long terme.

Problème posé

*L'*Algérie a-t-elle une stratégie pour son commerce extérieur ? Pas de stratégie explicite ; Y aurait-il une stratégie implicite?

*D*émarche implicite : insertion dans le système commercial multilatéral (OMC) ; négociation d'accords commerciaux régionaux (Euromed UMA , etc.) ; ouverture très large à l'investissement étranger et privatisation avec l'espoir de transférer progressivement la garantie du risque économique et financier des projets de développement économique, de la banque centrale (ou des recettes hydrocarbures) vers le capital national ou international.

Question : quelle efficacité ?

Observations préliminaires

Rappel historique : 4 grandes périodes

•**Avant l'indépendance**, le commerce extérieur algérien était le reflet du régime colonial.

- Spécialisation dans l'exportation de produits agricoles, puis d'énergie à la fin des années 1950
- Importations d'intrants et biens de consommation durable
- Industrie : faibles capacités installées
- Organisation commerciale libérale liée fortement au pouvoir colonial

•**Après l'indépendance**, le commerce extérieur

- Régulation par les restrictions administratives

- Montée rapide en puissance de l'industrie d'exportation d'hydrocarbures
 - Dépendance croissante en biens d'équipements et de consommation industrielle
 - Dépendance croissante dans le domaine alimentaire.
- Le système vole en éclats en 1986 (chute brutale des prix pétroliers), puis en 1994 (Ajustement structural impose par les institutions financières internationales):

La libéralisation totale et brutale du commerce extérieur est un des signes les plus marquant du changement de la politique économique et de la transition vers l'économie de marché

- **Depuis 1995** à ce jour, la sphère du commerce extérieur, de même que l'ensemble du système économique, est entré dans une phase de changements de très grande amplitude, marquée notamment par l'amarrage lent et difficile à l'économie mondiale (Accords OMC - UE).

C'est une période qui se prolonge encore à l'heure actuelle; la longueur de cette transition est révélatrice, en soi, d'un problème: déstabilisation des acteurs (les entreprises, mais également les administrations partenaires étrangers) face à un environnement juridiquement et économiquement en perpétuel mouvement.

- **La leçon principale** de ce survol historique : une extrême fragilité liée a une dépendance insupportable a l'égard des exportations d'hydrocarbures La dépendance vis-à-vis des exportations d'hydrocarbures est un problème récurrent, mais paradoxalement peu étudié. Il expose à quatre types de faiblesses.

- **La croissance est fortement coûteuse en importations ;** à la base, les projets d'investissement ont un coût moyen élevé en importations : en biens d'équipement indispensables de même qu'en assistance technique. Il en va de même de toute augmentation de la consommation, qui profite également aux importations, en biens de consommation industrielle finale et en biens alimentaires.

- **La permanence des déséquilibres commerciaux dangereux dans tous les secteurs, l'inefficacité étant couverte disponibilité des ressources**

- Balances déficitaires dans le commerce des biens industriels et agricoles.
- Balance déficitaires dans le commerce avec les partenaires (plus de 90 % des balances pays)

- Balances déficitaires dans les services. L'Algérie est le seul pays méditerranéen qui connaît une balance des services déficitaires. Ce déficit est lié, notamment, aux faiblesses de deux secteurs : les transports et le tourisme(en comparaison avec les pays en développement de la région).

Le déficit des services rend extrêmement critique toute diminution de l'excédent de la balance des marchandises. Tout fléchissement des prix pétroliers est une menace immédiate pour la balance des paiements.

L'Algérie s'est habituée a la permanence de ces déficits, comme si les exportations d'hydrocarbures et l'excédent commercial global qu'elles contribuent a préserver, devaient couvrir a tout jamais l'inefficacité économique du reste de l'économie national.

Refus de regarder l'avenir?

• **La diminution structurelle de la rente**, liée à un ensemble de phénomènes qui sont notamment:

- L'augmentation progressive du coût du baril extrait ;
- Le poids croissant des exportations de gaz ;
- Les coûts de gestion d'un programme d'investissement gigantesque, dont le financement reste adossé à celui du risque Algérie
- La part croissante des entreprises partenaires, aux cotes de SH
Il est vrai que l'accroissement du niveau des prix au cours des dernières années empêche, par ailleurs, de voir cette évolution. Il reste que, sur le fond le problème demeure.

• **Une difficulté a tirer profit de l'ouverture économique et commerciale**

La faiblesse des secteurs exportateurs explique l'absence de tout lobbying interne en faveur de l'entrée dans des organisations comme L'OMC ou dans des organisations économiques régionales (UE, Maghreb, ZALE, etc.). Cela explique en partie les retards pris par notre pays en la matière par rapport aux économies en développement voisines.

Au total, nous avons

- Un commerce extérieur extrêmement vulnérable
- Un faible intérêt des entreprises à l'ouverture

- Un financement du développement tout entier reposant sur les hydrocarbures
 - Une dépendance alimentaire et technologique en croissance continue.
- Dans la mesure où la stratégie de commerce extérieur est celle dictée par l'ouverture extrême, on comprend qu'il n'y pas de stratégie franchement revendiquée. En effet, le problème à résoudre est complexe, dans la mesure où il s'agit de concevoir le développement économiques national dans un contexte global très difficile, où :
- Développement et croissance accentuent la dépendance commerciale;
 - Le développement par des ressources non liées aux hydrocarbures, sur la base des IED, est une voie très aléatoire;
 - Les changements à opérer dans le cadre légal sont immenses, du fait de nos propres retards, comme du fait des évolutions du contexte mondial ;
 - Ouverture imposée par la situation internationale, enlevé les moyens d'une régulation restrictive des importations;
 - Une poursuite des tendances actuelles conduit inéluctablement à l'échec.

Dans un tel contexte, que faire? Deux suggestions :

- Un débat national sur le commerce extérieur. Le commerce extérieur n'est pas une attribution du seul Ministère du commerce ;
- Passer d'une stratégie implicite à une stratégie explicite.

• **Les grandes lignes d'une stratégie explicite: un travail immense** Se donner une stratégie explicite, cela signifie: fixer des objectifs; définir une démarche Arrêter un calendrier. Concrètement, il s'agit des trois volets suivants : calendrier des réformes économique; politique de développement et démarche de mise en œuvre. Mettre en place le cadre législatif des réformes liées au commerce extérieur, avec un calendrier
 Objectif: donner une visibilité au processus de réforme commerciale et mettre de la cohérence dans la démarche actuelle.

Explicitation :

•**Mettre en place le cadre législatif des réformes liées au commerce extérieur, avec un calendrier**

Objectif: donner une visibilité au processus de réforme commerciale et mettre de la cohérence dans la démarche actuelle.

Explicitation :

-Prendre la mesure du problème et des lacunes à combler dans le cadre légal de l'économie de marché moderne et en phase avec la mondialisation. Nombreuses insuffisances: commerce électronique ; numérisation du traitement des opérations commerciales; droit des *affaires* (propriété intellectuelle concurrence- sûretés- tribunaux économiques arbitrage etc.); information économique;

Traitement global des problèmes posés :

Coordonner entre sphère des échanges matériels (commerce des marchandises) et immatériels (commerce des services) ;

traiter les problèmes horizontaux comme ceux posés par le secteur de la justice économique ;préparer les transitions :progressivité à aménager selon les implications, parfois dangereuses de l'ouverture(cas du secteur de la santé) ;

Fixer des priorités :priorités à l'ouverture de quels secteurs : hydrocarbures, transports, audiovisuels, santé, etc. ?Préparer à chaque fois les études d'impact, au moins sommaires.

Éviter les débats inutiles sur des questions non essentielles (cas du dossier des zones franches).

Traiter la dimension humaine des réformes, à savoir la formation des compétences qui vont prendre en charge leur mise en œuvre. Importants retards prise en la matière.

Enfin aspect majeur : lier les négociations en cours (OMC notamment) à la Logique, aux contraintes, au calendrier des réformes. Cela signifie :

(a) si les négociations sont nécessaires et si l'entrée dans l'OMC (par exemple) est un choix indiscutable, cela n'en fait pas un objectif en soi ; la finalité recherchée est celle du développement économique et social.

(b) il y a un arbitrage à faire entre calendrier des reformes internes et celui de l'entrée dans l'OMC.

En bref, cela signifie: EVITER D'ALLER VERS LES REFORMES à RECULONS

Fixer des objectifs de politique économique à long terme, tenant compte de la nécessité de rééquilibrer progressivement les balances commerciales

Une stratégie du commerce extérieur ne constitue pas une finalité en soi : elle doit être adossée à une politique de développement économique et social national. Trois remarques à cet égard :

- **L'absence de repères de la politique de développement économique et social**

- La loi des finances est quasiment le seul document public national où sont abordés le problème de la politique économique algérienne.

Problème:

- (a) cadre annuel;
- (b) prééminence des aspects budgétaires;
- (c) pas de prise en compte de la dimension extérieur, hors le prix du baril servant de base à la confection du document. Observation intérêt de la mise en place d'un espace de coordination de la politique économique et financière, à travers la révision de la Loi Monnaie et Crédit ; mais besoin de documents publics pour éclairer les stratégies des acteurs (entreprises et investisseurs notamment).

Confusion entre la politique actuelle de dépenses publique (budget d'équipement de l'Etat) avec la politique de développement des différents secteurs et activités économiques.

Il ne s'agit pas de retour à la planification du développement des activités économiques telle que pratiquée antérieurement, mais plutôt de traitement explicite et cohérent (public et documenté) de questions essentielles telles que : politique du taux d'intérêt; du taux de change; de l'investissement national et international; l'exportation; de la mise à niveau; etc.

Dans ce contexte, une **attention particulière est à accorder aux implications sur les équilibres des balances commerciales des projets** de développement mis en œuvre par les différents agents économiques.

- (a) Cas des importations de marchandises qui ont augmenté de + 40% entre 2003 et 2004: quelle signification et quelle évaluation?
- (b) quid des échanges de services: pas d'information données par la banque centrale ni par les secteurs concernés;
- (c) impacts devises des projets d'équipement public: intérêt à associer au maximum les entreprises locales dans leur réalisation;
- (d) priorité politique à donner au développement des exportations hors hydrocarbures.

Mettre sur pied le cadre de mise en œuvre Objectif

- Créer des conditions appropriées à la mise en œuvre des politiques publiques.

- Mettre l'entreprise algérienne au centre de la politique économique nationale.
- Les entreprises sont les centres de création de la richesse en économie de marché.

Trois aspects :

(1) l'aspect de l'économie informelle: dimension fiscale, sociale et surtout économique: l'économie informelle phagocyte de nombreux secteurs; dissipe des ressources indispensables aux budgets publics; et décourage l'investissement, notamment externe.

(2) L'information économique indispensable à tous les acteurs économiques et au débat économique national.

Les lois existent (LMC-Statistiques-etc.) Mais souvent peu appliquées. Responsabilité partielle des entreprises, mais tâche éminemment publique

(3) Nécessité absolue de reconnaissance du rôle économique et social de l'entreprise et de l'entrepreneur.

Mentalités anciennes toujours pesantes :entrepreneur assimilé à affairiste et spéculateur. Dimension politique du problème de la reconnaissance du rôle de l'entreprise; de l'argent de plus en plus réelles sur la scène nationale, mais pas de réponse publiques appropriées. Danger lié à l'ouverture au capital international. Associations nombreuses mais souvent peu professionnelles.

Intérêt pour l'État à disposer d'un interlocuteur reconnu dans le monde patronal :
MOYEN PRIVILÉGIÉ POUR AVANCER DANS LE SENS D'UNE OUVERTURE ÉCONOMIQUE EXTERNE HARMONIEUSE ET MAITRISEE ;

Élément de conclusion

- Disponibilité de ressources importantes à consacrer, aujourd'hui, au développement économique national.
Situation comparable à celle des années 1970: important secteur privé; économie de marché ;société plus ouverte.
- Le défi est toujours le même: comment nous allons préparer la diversification de notre commerce extérieur, réduire la dépendance hydrocarbures et affronter le choc à venir ? Comment tirer profit des leçons du choc extérieur vécu en 1986?

C'EST TOUT L'ENJEU DU COMMERCE EXTERIEUR ALGERIEN AU COURS DES PROCHAINES ANNEES.